

Statuts

I. Nom, siège et buts

Article 1

Nom et siège Sous le nom « Dettes Conseils Suisse » respectivement « Schuldenberatung Schweiz » est constituée une association selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse. Son siège est au lieu de l'administration respectivement de la direction de l'Association.

Article 2

Buts Dettes Conseils Suisse s'engage pour que toute personne en situation d'endettement ou de surendettement puisse bénéficier de soutien et d'un accompagnement professionnel, indépendamment de sa capacité économique, de son sexe, de son âge ou de son origine.

Dettes Conseils Suisse promeut et vise l'harmonisation des méthodes professionnelles de désendettement prenant en compte la globalité de la situation de la personne et de son entourage proche (économique, sociale, psychologique, familiale, professionnelle et de santé).

Dettes Conseils Suisse s'engage pour la réduction des risques structurels liés à l'endettement et l'amélioration des conditions-cadres, tant pour les consommateurs que pour les services spécialisés.

Dettes Conseils Suisse poursuit principalement les buts suivants :

- la coordination des services de conseils en matière de dettes et de désendettement en Suisse;
- l'encouragement et l'uniformisation d'une méthode de désendettement adaptée et l'accès facilité au règlement amiable des dettes, en particulier par le financement et par la garantie des dividendes concordataires et des frais de procédure;
- l'établissement de lignes directrices pour l'assainissement de dettes;
- la constitution de données statistiques sur le surendettement;
- La mise à disposition pour ses membres d'informations sur la prévention du surendettement;

- l'incitation à la recherche et à la formation continue dans les domaines du surendettement des consommateurs-trices, du désendettement et de la prévention du surendettement;
- la défense des intérêts de ses membres;
- la coopération avec les services étrangers et les associations poursuivant les mêmes buts;
- l'influence sur la législation ainsi que sur la pratique des autorités judiciaires et des administrations publiques.

L'Association peut demander l'adhésion à d'autres organisations poursuivant les mêmes buts.

Le champ d'activité de l'Association couvre l'ensemble de la Suisse.

II. Membres

Article 3

Membres

L'association comprend deux catégories de membres :

- des membres actifs actifs, avec droit de vote à l'Assemblée générale,
- des membres de soutien, sans droit de vote à l'Assemblée générale

Par membre actif, il faut entendre toute personne morale d'utilité publique,

- qui s'engage à soutenir les buts de l'association;
- qui déploie une activité de conseil en matière de désendettement, conformément aux lignes directrices de DCS (label);
- qui emploie des collaborateurs-trices spécialisé-e-s en matière de dettes et en désendettement ou s'engage à les former avant d'intensifier ses activités dans ce domaine.

Par membre de soutien, il faut entendre,

- toute personne morale, concernée par la problématique des dettes et intéressée à soutenir l'association et son but;
- toute personne physique, intéressée par la problématique des dettes et prête à soutenir les buts de l'association.

Le Comité décide, en cours d'année, de l'admission ou de l'exclusion des membres candidat-e-s répondant aux critères précités, sous réserve de leur approbation par la prochaine Assemblée générale.

Article 4

Perte de la qualité de membre La qualité de membre se perd par la démission ou l'exclusion de l'Association. Elle n'est ni transmissible par voie d'héritage ni aliénable.

La démission doit être adressée par écrit au Comité six mois avant la fin de l'année civile.

L'exclusion doit être prononcée par l'Assemblée générale. Elle a un effet immédiat et ne doit pas être motivée.

III. Organisation

Article 5

Organes Les organes de l'Association sont :

- l'Assemblée générale;
- le Comité;
- l'organe de contrôle.

Article 6

Assemblée générale L'Assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an, pendant le premier semestre.

L'Assemblée générale ordinaire approuve le rapport d'activité annuel ainsi que les comptes du Comité et fixe la cotisation annuelle des membres sur proposition du Comité. Elle ratifie les décisions du Comité concernant les admissions de membres.

L'Assemblée générale ordinaire procède à l'élection de la Présidente ou du Président, d'une personne ayant la qualité d'engager l'Association par sa signature et d'au moins un-e autre membre du Comité et de l'organe de contrôle.

Le Comité peut convoquer des Assemblées générales extraordinaires.

Si un cinquième des membres le demandent, le Comité doit convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

La convocation à l'Assemblée générale est envoyée aux membres avec l'ordre du jour au plus tard quatorze jours avant la date fixée.

Article 7

- Comité** Le Comité est chargé des affaires courantes et représente l'Association vis-à-vis de l'extérieur.
- Il peut s'adjoindre les services d'un secrétariat professionnel qu'il choisit et dont il détermine les tâches et les responsabilités.
- Le comité met en place des groupes de travail, fixe leurs objectifs et nomme les membres.
- Il prend ses décisions à la majorité simple de ses membres.
- L'Association est engagée par la signature collective à deux, de la Présidente ou du Président et d'un-e autre membre du Comité.
- Le Comité est autorisé à introduire des actions en justice, à former des recours ou à saisir tout autre moyen de droit, si cela est conforme à l'intérêt de l'Association ou à celui d'une grande partie de ses membres.

Article 8

- Organe de contrôle** L'organe de contrôle vérifie la comptabilité et le bilan annuel et soumet un rapport à l'Assemblée générale ordinaire.

IV. Ressources

Article 9

Les ressources de l'Association sont constituées par :

- les cotisations des membres
- des dons
- des subventions publiques
- des honoraires

Article 10

- Engagements** Les engagements et les responsabilités de l'Association sont uniquement garantis par la fortune de l'Association. Toute responsabilité personnelle des membres est exclue.

V. Dispositions finales

Article 11

Dissolution L'Association peut être dissoute par la décision des deux tiers des membres.

Article 12

Liquidation En cas de liquidation, et après paiement des engagements, le solde de la fortune est affecté à des buts de désendettement.

Entrée en vigueur Les présents statuts sont entrés en vigueur par décision de l'Assemblée constituante le 14 août 1996 à Zurich.

Des modifications ont eu lieu :

- lors de l'Assemblée générale du 2 mai 2001
- lors de l'Assemblée générale des 17/18 mai 2006
- lors de l'Assemblée générale du 9 mai 2007
- lors de l'Assemblée générale du 6 mai 2009
- lors de l'Assemblée extraordinaire du 12 octobre 2011
- lors de l'Assemblée générale du 14 mai 2013
- lors de l'Assemblée générale du 22 juin 2017
- lors de l'Assemblée générale du 10 mai 2022
- lors de l'Assemblée générale du 2 mai 2024